

[DROIT DE RÉPONSE AU MAIL DES ORGANISATEUR·TRICE·S DES CONFÉRENCES MONTAIGNE AU SUJET DE L'ANNULATION DE LA CONFÉRENCE DE SYLVIANE AGACINSKI]

25/10/2019

Le 7 octobre, nous, étudiant·e·s, syndicat et associations étudiantes, (GRRR, Riposte Trans, Mauvais Genre·s, Wake Up et Solidaires Etudiant·e·s Bordeaux) avons publié le communiqué "L'université Bordeaux Montaigne invite une homophobe notoire pour parler PMA\*/GPA\*\*" dénonçant la venue de Sylviane Agacinski à l'UBM pour parler notamment PMA et GPA. Alors que nous avons interpellé à plusieurs reprises l'université Bordeaux Montaigne à ce sujet, nous sommes resté·e·s sans réponse.

Elle a en revanche permis aux organisateur·trice·s des conférences Montaigne d'utiliser ses listes de diffusion pour envoyer mardi à ses étudiant·e·s et personnels un mail les informant de l'annulation de cette conférence et condamnant notre position en occultant toutefois notre démarche et notre critique.

Face à la malhonnêteté de cette communication des organisateur·trice·s des conférences Montaigne, nous tenons à réaffirmer les raisons qui nous ont poussé à nous mobiliser. En effet, nul part n'est mentionné l'engagement de Sylviane Agacinski contre la PMA pour les couples de femmes, son homophobie et sa transphobie, que nous avons mis en évidence dans notre premier communiqué.

Non seulement notre démarche est invisibilisée, mais les organisateur·trice·s répondent par une injonction au débat. Elles et ils attendent donc de la part des personnes victimes d'homophobie et de transphobie qu'elles acceptent de considérer leurs droits comme sujet à débat. Les atteintes liberticides que sont l'homophobie et la transphobie ne sont pas des opinions et n'ont pas de place dans un "débat démocratique" : ainsi, refuser qu'une tribune soit offerte à une philosophe homophobe et transphobe ne peut constituer une "dérive liberticide", contrairement à ce qu'affirment les organisateur·trice·s de cette conférence. Nous rappelons d'ailleurs qu'il devait s'agir d'une conférence, et non d'un débat.

Parler de "censure" et "d'atteinte excessivement grave et violente à la confrontation des idées" relève d'une indécence sans nom dans un contexte social où l'homophobie et la transphobie TUENT. Réagir de la sorte revient à faire comme si la violence venait des militant·e·s, or la violence est du côté des LGBTIphobes et de celles et ceux qui se font leurs complices en renvoyant les LGBTIphobies à un simple débat d'opinion. Les LGBTIphobies sont des oppressions dont souffrent quotidiennement (discriminations, agressions verbales et physiques...) les personnes qui en sont victimes. De plus, l'homophobie n'est pas une discrimination qui date du passé et qui aurait tendance à s'atténuer : au contraire, les actes homophobes ont significativement augmenté ces dernières années (<https://www.sos-homophobie.org/rapport-sur-l-homophobie-2019>).

On sait également que la mobilisation de La Manif Pour Tous en 2013, donnant un confort aux paroles réactionnaires, avait engendré un déchaînement d'homophobie en France et avait eu des conséquences graves, notamment sur les jeunes LGBTI.

Le retour de LMPT ce mois-ci, dans le contexte des débats parlementaires concernant l'ouverture de la PMA aux couples de femmes ou aux femmes seules (il y a déjà été décidé de refuser ce droit aux personnes transgenres), amène avec elle une nouvelle hausse de la lesbophobie et de l'homophobie en France. La conférence de Sylviane Agacinski comptait s'inscrire dans ces débats, puisque cette dernière avait choisi de parler de "l'être humain à l'époque de sa reproductibilité technique", thème comprenant bien le sujet de la PMA. De surcroît, ce n'est pas la PMA en général que condamne Sylviane Agacinski, mais bien celle qui serait permise hors du couple hétérocisnormé.

Dans un tel contexte politico-social, parler de "dérive liberticide" face à notre communiqué semble être un contre-sens, la parole étant largement distribuée dans les médias classiques aux personnes dont l'opinion se rapproche fortement de celle de Sylviane Agacinski et de LMPT.

L'université Bordeaux Montaigne, qui soutient être attachée à la lutte contre toutes les formes de discriminations, semble être davantage préoccupée par son attachement à la "confrontation des idées", malgré les répercussions que cela peut avoir sur les personnes qu'elle prétend défendre.

On soulignera que depuis jeudi matin, des médias, personnalités et organisations de droite et d'extrême droite (UNI, Nicolas Dupont-Aignan, Le Point, la Manif pour Tous etc.) récupèrent allègrement les éléments de langage des organisateur-trice-s sur les "atteinte à la liberté d'expression", alors même que leurs discours occupent largement l'espace public.

Nous appelons l'université Bordeaux Montaigne à faire davantage attention aux profils des personnes qui soutiennent l'organisation de ce genre de conférence, et donc à prendre ses responsabilités vis à vis de ses étudiant-e-s, qu'elle met en danger.



Association des jeunes et étudiant-e-s LGBT+ de Bordeaux

